

## Déclaration **FO** CTSD du 18 novembre 2019 *Maine et Loire*

Ce CTSD doit faire le bilan de la rentrée scolaire 2019/2020. Il se tient après le CTM du 5 novembre où toutes les organisations syndicales ont voté contre le texte qui **supprime les compétences des CAP**, composantes pourtant incontournables du Statut général des fonctionnaires... **Nous notons d'ailleurs que -fait inédit et sans équivoque sur les volontés politiques- les Syndicats, dans l'Académie de Nantes, ont été exclus des réunions d'information mutations à destination des stagiaires.**

Lors de ce CTM, la FNEC FP-FO a rappelé son opposition totale à la loi de transformation de la fonction publique. **Le texte sera pourtant publié, comme tous les textes rejetés par la majorité des organisations syndicales, démontrant une fois de plus le mépris du gouvernement à l'égard des personnels de l'Éducation nationale, des organisations syndicales, comme de tous les salariés.**

Le CHSCT ministériel sur les suicides convoqué à la demande des syndicats en est également l'expression. Après plus de 4 heures de réunion, où les représentants syndicaux ont argumenté pour expliquer le lien entre les réformes et la santé des agents... Les seules réponses sont des mesures pour noyer le poisson : un travail sur les bonnes pratiques dans les CHSCT, une réflexion sur des protocoles en cas de suicides, (au nombre de 58 l'an passé et de 11 depuis le début de l'année scolaire !), **un groupe de travail sur la direction d'école et un « grand » questionnaire auprès des directeurs pour connaître leurs attentes et difficultés.**

Les revendications des directeurs d'école sont connues depuis longtemps. Nous les rappelons :

- respect et augmentation des quotités de décharges
- réunions sur le temps de service
- allègement des tâches : les PPMS par exemple.
- rétablissement de l'aide administrative.

Elle doivent être satisfaites immédiatement. La FNEC FP-FO ne sera pas partie prenante d'un débat dont l'objectif serait de remettre en selle le statut de directeur supérieur hiérarchique, des EPEP ou des EPSF rejetés au printemps dernier par la grève des enseignants des 1er et 2nd degrés. **Avec ses annonces, le Ministre reconnaît que les quotités de décharges ne sont pas à la hauteur. Mais concrètement, vu le manque de titulaires remplaçants surtout en novembre et décembre, alors que le Secrétaire Général du Recteur vient de nous confirmer que l'ouverture de la liste complémentaire ne se ferait pas, c'est infaisable si cela n'est pas budgété !**

Les conséquences de la politique du gouvernement sont gravissimes et difficiles à camoufler, les responsabilités bien lourdes: ce sont les suicides dans l'Éducation nationale mais aussi cet étudiant qui s'immole devant le CROUS de Lyon, c'est le Secrétaire Général de la CGT 93 qui est arrêté et placé jeudi 31 octobre en garde à vue, alors qu'il manifestait contre la « casse des services publics », c'est la répression....

**Et pendant ce temps là, se poursuit l'école inclusive systématique** qui refuse tout enseignement adapté aux élèves les plus en difficultés, pérennise la précarité et crée des situations ingérables pour les collègues, des situations dramatiques qui sont banalisées ou niées à tous les niveaux.

**Et pendant ce temps, on évalue les écoles, on substitue aux règles collectives l'arbitraire, on développe les méthodes du privé en matière de gestion des personnels.**

**Et pendant ce temps se poursuit la territorialisation** de l'école de la République, la réforme territoriale et les fusions d'académies.

**Alors que le manque de moyens est criant, le projet de loi de finance annonce des suppressions chez les enseignants du 2nd degré et zéro création de postes administratifs, personnels administratifs**

**dont on trouve normal qu'ils gèrent plus de 650 dossiers chacun à la DSDEN 49.**

Pendant ce temps là, c'est la poursuite des contre-réformes, notamment celle des retraites, d'une brutalité inouïe !

Parlant de la réforme Delevoye, le Président de la République déclare « *C'est une réforme très dure* », « *et je ferai tout pour qu'il n'y ait pas de blocage. Je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance.* »

Dans cette situation, Force Ouvrière n'entend pas changer de ligne de conduite : Nous continuerons à défendre les intérêts matériels et moraux des personnels, et à organiser le rapport de force quand l'administration refuse de répondre. Notre place n'est pas dans la cogestion et la mise en oeuvre des politiques RH de l'administration.

C'est cette détermination qui nous a conduit à refuser de participer à la concertation sectorielle sur les retraites. Nous ne voulons pas négocier les paramétrages de la fin du Code des Pensions civiles et militaires. Pas plus que nous ne voulons cautionner une nouvelle « pseudo-revalorisation », qui, à l'instar de PPCR, substituerait le mérite aux garanties collectives.

C'est la même détermination qui a conduit le Congrès de notre fédération à s'inscrire totalement dans l'appel de la cgt-FO à rejoindre, par un appel interprofessionnel, la grève unie des syndicats de la RATP et des transports à compter du 5 décembre pour mettre en échec le projet gouvernemental de régime universel de retraite par points. De nombreux appels unitaires dans les départements appellent à rejoindre la grève. Dans de nombreux secteurs, les salariés la préparent et l'organisent.

La fracture ne cesse de s'élargir entre les salariés et ce type de politique. Le ministre, tout comme le gouvernement et le président de la république sont responsables. Ils auraient tort de minimiser la colère qui monte de toute part.

**A partir du 5 décembre, les salariés tous secteurs confondus se mettront en grève contre le projet Macron-Delevoye de réforme des retraites qui visent à baisser les retraites de tous. Ne croyez pas que les revendications catégorielles ne ressurgiront pas à cette occasion. Les salariés s'y préparent, très souvent dans l'action commune, la FNEC FP-FO et sa confédération y contribuent.**